

6 Société et Culture

Journée mondiale de lutte contre le Sida, hier L'implication de tous pour de meilleurs résultats



Photo : R.H.A

Le ministre d'Etat, Alain-Claude Bilie-By-Nze, remet officiellement un appareil à charge virale à un responsable d'un centre de suivi des PVVIH.



Photo : R.H.A

Personnalités et membres du gouvernement au lancement des activités antisida à la mairie d'Owendo.

R.H.A
Libreville/Gabon

Associations, ONG, gouvernement ainsi que le secteur privé ont été appelés à conjuguer leurs efforts sectoriels pour plus d'efficacité dans la lutte contre cette pandémie.

LE Gabon, à l'instar de la communauté internationale, a célébré, hier, la Journée mondiale de lutte contre le Sida sous le thème national "L'ap-

proche multisectorielle et la synergie des efforts pour mettre fin au Sida". Le thème retenu par les Nations unies étant "Droit à la santé".

C'est l'Hôtel de Ville d'Owendo qui a accueilli les activités commémoratives, qui vont se prolonger tout le long de ce week-end. Une cérémonie à laquelle prenaient part les membres du gouvernement, le maire de la commune d'Owendo Jeanne Mbagou, le directeur pays Onusida, Fran-

çoise Ndayishimiye et le ministre d'Etat, ministre de la Communication, de l'Économie numérique, de la Culture, des Arts et traditions, chargé de l'Éducation populaire et de l'Instruction civique, Alain Claude Bilie-By-Nze représentant la ministre d'État à la Santé, empêchée.

Occasion pour Dr Françoise Ndayishimiye de lier le thème national à celui retenu par le Système des Nations unies. « A travers le thème natio-

nal (...), ce droit à la santé trouve un écho particulier avec un espoir de concrétisation au Gabon, car il fait appel à l'implication de tous: gouvernement, société civile, secteur privé, collectivité locale, ministères, etc.», a-t-elle indiqué. Ce, pour dire que tous les acteurs, qu'ils soient de la santé ou pas, doivent désormais travailler en synergie pour vaincre cette pandémie. Le ministre d'État Alain Claude Bilie-By-Nze a, pour sa part, souligné que

ce thème national « a vocation à insuffler une nouvelle dynamique à la lutte contre cette pandémie. D'où l'importance d'un vibrant appel pour un retour vers une prise en charge multisectorielle du Sida, afin de la rendre plus efficiente et efficace. » C'est dire que l'implication des secteurs public et privé, de la société civile, des associations et ONG, des partenaires au développement et même de la population est plus qu'indispensable pour faire re-

culer durablement la maladie dans notre pays. Avant de procéder au lancement officiel des activités de dépistage gratuit et anonyme, le porte-parole du gouvernement a procédé à la remise des appareils à charge virale aux différents responsables des Centres de traitement ambulatoire (CTA) et de ceux de suivi des personnes vivant avec le VIH/Sida. Un appareil indispensable dans le suivi de l'état de santé de ces personnes.

Des avancées dans la lutte, mais...

AJT
Libreville/Gabon

LE lancement, hier, à Owendo des actions de sensibilisation dans le cadre de la 30e Journée mondiale de lutte contre le Sida au Gabon a permis de mettre en exergue la situation réelle de la maladie et les écueils dans la lutte contre cette pandémie dans notre pays depuis la déclaration du premier cas.

Ainsi, comparativement aux chiffres issus de l'enquête démographique et de santé de 2012, dont les statistiques montrent que 50% d'hommes et 31% de femmes n'avaient jamais effectué un test de dépistage du VIH, la lutte

contre cette pandémie au Gabon a connu des avancées appréciables.

La prévalence nationale est désormais de 4,1% (2,2% chez les hommes contre 5,8% chez les femmes, en 2016). La direction générale de la Prévention du Sida (DGPS) indique qu'« en 2016, le Gabon a enregistré 51 000 personnes vivant avec le VIH dans les centres de prise en charge dont 30 372 personnes vivant avec le VIH sous traitement, 2 200 nouvellement infectées (22,75%). 1 226 personnes en sont décédées. »

Des chiffres se justifiant par des actions menées dans le cadre de la politique en matière de Santé publique menée dans le pays. « Le traitement anti-



Photo : R.H.A

Le manque de tact dans l'accueil, un frein au dépistage volontaire.

viral est gratuit pour tous les patients. L'instauration de la gratuité du test de dépistage depuis 2011 a suscité l'adhésion de plus en plus importante des populations. La Prévention de la transmission du VIH

mère-enfant a enregistré, pour sa part, des progrès significatifs grâce à l'augmentation du taux de couverture PTME désormais à 75,6%, ramenant ainsi le taux de transmission mère-enfant à 4,44% en

2016, contre 11,03% en 2012», a indiqué le directeur des Statistiques et des études à la DGPS, Fernand Diaba Mouissi.

Toutefois, il convient de relever la problématique de la contamination, parfois volontaire, le trop grand nombre de perdus de vue (lire l'Union du 1er décembre), la recrudescence de nouvelles infections chez les jeunes (789 chez les 15-25 ans)... montrent que beaucoup reste encore à faire.

« La lutte contre le Sida a connu des temps forts au niveau de la prise en charge globale des PVVIH. Mais le gouvernement peut mieux faire dans la prise en charge des consultations, le paiement des bilans de routine et des périodes de PCR1; la prise

en charge psychologique et nutritionnelle. Le gouvernement peut mieux faire en mettant fin aux ruptures des ARV et réactifs », a relevé la représentante des PVVIH, Mme Moussounda Nzamba.

A cela, il faut ajouter la difficulté d'assurer le suivi biologique des personnes vivant avec le VIH, malgré la Caisse nationale d'assurance maladie et de garantie sociale (Cnamgs). 80% sont sans emploi et ne peuvent donc pas se prendre convenablement en charge. Le caractère réglementaire de la santé communautaire est inexistant. Une situation qui rend tout aussi difficile la définition claire du champs d'actions des associations des PVVIH.

Prise en charge des PVVIH

La charge virale, un fondamental du droit à la santé

AJT
Libreville/Gabon

LA charge virale est un examen qui permet de me-

surer le taux de virus (molécules) présent dans 1 ml de sang d'une personne vivant avec le VIH. Son objectif : suivre l'état de santé de la personne infectée et la réponse au traitement qui

lui est administré. Plus la charge virale d'un patient est élevée, plus le patient est sujet à transmettre la maladie et d'avoir des complications. Elle est donc plus qu'indispensable pour

l'ensemble des PVVIH. Au Gabon, la charge virale est un examen coûteux. « Avec un traitement suivi, le patient peut voir sa charge virale baisser de manière significative,

jusqu'à devenir indétectable. A cet effet, il n'est plus susceptible de transmettre la maladie. A Libreville, nous la faisons à 45 000 francs avec la Cnamgs. Et là encore, la Caisse doit faire

une enquête qui prouve que vous êtes économiquement faible (GEF ndlr). Vous comprenez que ce n'est pas facile pour tout le monde », a confié hier, sous anonymat, une PVVIH.